Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Saint-Ours, tenue le 14 août 2017 à 19 h 30, à l'Hôtel de Ville, sis au 2531, rue Immaculée-Conception à Saint-Ours et à laquelle sont présents :

Mesdames les conseillères: Lise Couture
Sophie Poirier

Messieurs les conseillers: Réjean Dupré
Robert Beaudreault
Robert Vallée

Sous la présidence de Monsieur le maire, Sylvain Dupuis.

Absence motivée du conseiller, Monsieur Alain Emond.

Est également présente, Madame Karyne Tremblay, assistante secrétaire-trésorière.

Ordre du jour

- 1- Ouverture de la séance et constat de quorum
- 2- Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 3- Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 10 juillet 2017
- 4- Administration Générale
 - 4.1- Rapport mensuel du maire
 - 4.2- Rapport des conseillers
 - 4.3- Lecture et adoption des comptes
 - 4.4- Colloque annuel zone Montérégie Est ADMQ - Autorisation de participation -
Ajout
- 5- Sécurité Publique
- 6- Transport Routier
- 7- Hygiène du Milieu
 - 7.1- Dépôt de la liste des comptes au 7 juillet 2017 de la Régie intermunicipale d'Aqueduc Richelieu-Yamaska
 - 7.2- Demande de soutien financier pour la campagne Solidarité Ristigouche - *Ajout*
- 8- Santé et Bien-Être
 - 8.1- OMH - révision budgétaire 2017 - Quote-part à payer
 - 8.2- OMH - Délégation du directeur général dossier poursuite à la cour des petites créances
- 9- Urbanisme et Mise en valeur du territoire
 - 9.1- Dépôt du rapport des permis de construction émis par l'inspecteur en bâtiment pour le mois de juillet 2017
 - 9.2- Dépôt du rapport du suivi des dossiers effectués par l'inspecteur en bâtiment pour le mois de juillet 2017
 - 9.3- Dépôt du procès-verbal de l'assemblée du 12 juillet 2017 du comité consultatif d'urbanisme (C.C.U.)
 - 9.4- Demande de dérogation mineure numéro 6-2017 - Lot numéro 3 732 086 (2290, chemin des Patriotes)
 - 9.5- Demande de dérogation mineure numéro 7-2017 - Lot numéro 3 732 499 (2346, chemin des Patriotes)
 - 9.6- Lot 3 732 583 - Position du conseil municipal en ce qui concerne la demande d'autorisation à la CPTAQ

- 10- Loisirs et Culture
 - 10.1- Tournoi de balle-molle amicale - Autorisation
- 11- Autres Dossiers
- 12- Correspondance
- 13- Période de questions
- 14- Levée de l'assemblée

Rubriques

1- OUVERTURE DE LA SÉANCE ET CONSTAT DE QUORUM

3 personnes présentes à l'assemblée.

À 19 h 30, ouverture de la séance et constat de quorum.

2- LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2017-08-177

Il est proposé par le conseiller Réjean Dupré
Appuyé par la conseillère Sophie Poirier
Et résolu unanimement :

D'ADOPTER l'ordre du jour, tel que présenté, en y ajoutant les points suivants:

- 4.4) Colloque annuel zone Montérégie Est ADMQ - Autorisation de participation
- 7.2) Demande de soutien financier pour la campagne Solidarité Ristigouche

3- LECTURE ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE ORDINAIRE DU 10 JUILLET 2017

Tous les membres ayant reçu copie du procès-verbal de la séance ordinaire du 10 juillet 2017, dispense de lecture en est donnée.

2017-08-178

Il est proposé par la conseillère Lise Couture
Appuyé par le conseiller Robert Vallée
Et résolu unanimement :

D'ADOPTER ledit procès-verbal, tel que présenté.

4- ADMINISTRATION GÉNÉRALE

4.1- Rapport mensuel du maire

4.2- Rapport des conseillers

Madame la conseillère Lise Couture fait mention qu'elle a participé à quelques rencontres avec le comité d'embellissement de la Ville de Saint-Ours et qu'elle a également représenté le Conseil lors de la clôture de l'expo-concours « Saint-Ours est en Art » en juillet dernier.

4.3- Lecture et adoption des comptes

Tous les membres ayant reçu copie de la liste des comptes à approuver, dispense de lecture en est donnée.

Ladite liste est conservée aux archives de la Ville de Saint-Ours et fait partie intégrante de la présente résolution comme si elle était au long reproduite.

2017-08-179

Il est proposé par la conseillère Lise Couture
Appuyé par le conseiller Robert Beaudreault
Et résolu unanimement :

QUE le Conseil approuve les comptes payés et à payer au 14 août 2017, tels que présentés, au montant de 100 807,47 \$.

DÉPENSES DU MOIS	DÉBOURSÉS	À PAYER
Administration Générale		
Conseil	75,28 \$	
Gestion financière et administrative	3 354,96 \$	5 725,44 \$
Évaluation	2 216,39 \$	
Sécurité Publique		
Service de prévention incendie	1 534,26 \$	2 106,62 \$
Transport Routier		
Voirie	1 675,28 \$	10 727,07 \$
Éclairage des rues	1 120,28 \$	
Signalisation	73,23 \$	40,94 \$
Hygiène du Milieu		
Quote-part Régie	8 985,83 \$	
Entretien réseau d'aqueduc	19,59 \$	1 202,73 \$
Réseau de distribution de l'eau	22,40 \$	
Traitement des eaux usées	147,68 \$	4 931,17 \$
Réseau égout	533,54 \$	740,16 \$
Usine épuration Grande Ourse	945,66 \$	
Aménagement, Urbanisme et Zonage		
Urbanisme		2 636,28 \$
Loisirs et Culture		
Centre communautaire loisirs	7 677,53 \$	4 779,45 \$
Centre paroissial	796,12 \$	143,42 \$
Bibliothèque	621,70 \$	
Maison de la Culture	596,66 \$	1 739,10 \$
Immobilisations		
Rénovation Maison de la Culture	7 144,40 \$	675,00 \$
DAS fédéral et provincial, REER et assurances collectives	19 272,28 \$	2 625,84 \$
TPS à recevoir	1 336,85 \$	1 631,58 \$
TVQ à recevoir	1 325,11 \$	1 627,64 \$
TOTAL DES DÉPENSES	59 475,03 \$	41 332,44 \$

4.4- Colloque annuel zone Montérégie Est ADMQ - Autorisation de participation

CONSIDÉRANT la tenue du colloque annuel zone Montérégie Est qui aura lieu le jeudi 24 août 2017 à Saint-Marc-sur-Richelieu;

CONSIDÉRANT que le sujet porte sur les principaux impacts de l'entrée en vigueur de cette loi sur le travail du directeur général/secrétaire-trésorier;

2017-08-180

Il est proposé par le conseiller Réjean Dupré
Appuyé par le conseiller Robert Vallée
Et résolu unanimement :

D'AUTORISER la participation du directeur général/secrétaire-trésorier, Monsieur Pierre Dion, au colloque annuel de l'ADMQ zone Montérégie Est qui aura lieu le 24 août 2017 à l'Hôtel Les Trois Tilleuls à Saint-Marc-sur-Richelieu, au montant de 150 \$ taxes incluses.

QUE la Ville de Saint-Ours défraie les dépenses encourues pour ce colloque.

5- **SÉCURITÉ PUBLIQUE**

6- **TRANSPORT ROUTIER**

7- **HYGIÈNE DU MILIEU**

7.1- Dépôt de la liste des comptes au 7 juillet 2017 de la Régie intermunicipale d'Aqueduc Richelieu-Yamaska

Les membres du Conseil ont pris connaissance de la liste des comptes au 7 juillet 2017 de la Régie intermunicipale d'Aqueduc Richelieu-Yamaska.

7.2- Demande de soutien financier pour la campagne Solidarité Ristigouche

CONSIDÉRANT que la municipalité du canton de Ristigouche Partie-Sud-Est fait l'objet d'une poursuite abusive par la pétrolière Gastem suite à l'adoption par cette municipalité d'un règlement en 2013 visant à protéger les seules sources d'eau potable des citoyens en l'absence d'une réglementation provinciale à l'époque;

CONSIDÉRANT que la pétrolière Gastem réclame à cette municipalité une somme de 1.5 million de dollars en dommages et intérêts pour une petite paroisse de 157 habitants en Gaspésie;

CONSIDÉRANT la réception d'une demande de la municipalité du canton de Ristigouche Partie-Sud-Est afin d'obtenir un soutien financier pour assumer les frais de défense du procès Gastem contre Ristigouche qui se tiendra du 5 au 18 septembre 2017;

2017-08-181

Il est proposé par le conseiller Robert Beaudreault
Appuyé par la conseillère Sophie Poirier
Et résolu unanimement :

QUE la Ville de Saint-Ours apporte son soutien financier à la municipalité du canton de Ristigouche Partie-Sud-Est en lui octroyant une somme de 1 750 \$ afin d'appuyer cette petite municipalité dans cette poursuite contre la pétrolière Gastem.

8- SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

8.1- OMH - révision budgétaire 2017 - Quote-part à payer

CONSIDÉRANT la réception du budget 2017, révisé par la Société d'habitation du Québec pour l'Office municipal d'habitation de Saint-Ours;

CONSIDÉRANT qu'un budget supplémentaire a été accordé par la Société d'habitation du Québec pour le remplacement de cols de cygne des sorties de ventilation au montant de 6 000 \$ dont 10% doit être assumé par la Ville;

CONSIDÉRANT que le montant prévu par la Ville de Saint-Ours dans son budget 2017 est de 1 724 \$ et que le budget révisé est de l'ordre de 2 324 \$;

2017-08-182

Il est proposé par le conseiller Réjean Dupré
Appuyé par le conseiller Robert Beaudreault
Et résolu unanimement :

D'AUTORISER le paiement révisé de la quote-part 2017 au montant de 2 324 \$ à l'Office municipal d'habitation de Saint-Ours.

8.2- OMH - Délégation du directeur général dossier poursuite à la cour des petites créances

CONSIDÉRANT que l'Office municipal d'habitation de Saint-Ours a reçu un dossier de la division des petites créances concernant une mise en demeure;

CONSIDÉRANT que l'Office municipal d'habitation a préparé dans les délais requis, une demande de rejet de la cause numérotée 765-32-700033-179-DF001;

2017-08-183

Il est proposé par la conseillère Lise Couture
Appuyé par le conseiller Robert Vallée
Et résolu unanimement :

DE DÉLÉGUER le directeur général/secrétaire-trésorier de la Ville de Saint-Ours, Monsieur Pierre Dion, afin de représenter l'Office municipal d'habitation de Saint-Ours dans le présent dossier soumis à la division des petites créances.

9- URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE

9.1- Dépôt du rapport des permis de construction émis par l'inspecteur en bâtiment pour le mois de juillet 2017

9.2- Dépôt du rapport du suivi des dossiers effectués par l'inspecteur en bâtiment pour le mois de juillet 2017

Les membres du Conseil ont pris connaissance des permis et rapports émis par l'inspecteur en bâtiment pour le mois de juillet 2017.

9.3- Dépôt du procès-verbal de l'assemblée du 12 juillet 2017 du comité consultatif d'urbanisme (C.C.U.)

Les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 12 juillet 2017 du comité consultatif d'urbanisme (C.C.U.).

9.4- Demande de dérogation mineure numéro 6-2017 - Lot numéro 3 732 086 (2290, chemin des Patriotes)

Lot 3 732 086 (2290, chemin des Patriotes), la demande consiste à permettre la construction d'un bâtiment accessoire (abri en bois) en cour avant à 1.2 mètres de la limite de la propriété.

Le règlement de zonage #2006-109 autorise l'implantation de bâtiments accessoires en cour avant sous trois conditions:

- ▶ La cour avant doit avoir une profondeur d'au moins 12 mètres
- ▶ L'implantation du bâtiment accessoire doit respecter les marges de recul imposées aux bâtiments principaux
- ▶ Le bâtiment doit s'implanter entre la limite latérale de la propriété et le prolongement du mur latéral du bâtiment principal

Le respect de ses trois conditions, plus particulièrement des marges de recul imposées aux bâtiments principaux, viendrait nuire à la qualité esthétique de l'aménagement du terrain. Le règlement de zonage #2006-109, à l'article 5.7 concernant les normes d'implantation d'un bâtiment principal exige une marge de recul latérale de 4 mètres dans la zone V-4. La dérogation mineure est donc de 2.8 mètres.

Cette demande a été publiée conformément à la loi dans l'édition du journal municipal « Le Chef-Lieu » du mois de juillet-août 2017 ainsi qu'aux endroits habituels requis par la loi.

Les membres du comité consultatif d'urbanisme par la résolution numéro 2017-07-15 recommandent aux membres du conseil municipal d'accorder la demande de dérogation mineure numéro 6-2017 qui consiste à permettre la construction d'un bâtiment accessoire (abri en bois) en cour avant à 1.2 mètres de la limite de propriété.

Monsieur le maire demande aux personnes présentes à l'assemblée et qui sont intéressées au dossier s'ils désirent intervenir. Comme il n'y a aucune intervention contre le projet, il est proposé de continuer le processus de la dérogation mineure.

CONSIDÉRANT que le bâtiment accessoire est un abri à trois murs;

CONSIDÉRANT que la nouvelle construction vise à remplacer un abri tempo;

CONSIDÉRANT que d'accepter la demande ne causerait pas préjudice au voisin;

CONSIDÉRANT que l'emplacement choisi est discret et n'occasionne pas de coupe d'arbres;

2017-08-184

Il est proposé par la conseillère Sophie Poirier
Appuyé par le conseiller Réjean Dupré
Et résolu unanimement :

D'ACCORDER la demande de dérogation mineure numéro 6-2017 qui consiste à permettre la construction d'un bâtiment accessoire (abri en bois) en cour avant à 1.2 mètres de la limite de propriété.

9.5- Demande de dérogation mineure numéro 7-2017 - Lot numéro 3 732 499 (2346, chemin des Patriotes)

Lot 3 732 499 (2346, chemin des Patriotes), la demande consiste à régulariser l'implantation du patio, de la maison et d'une remise en cour arrière au 2346, chemin des Patriotes.

- ▶ Le patio empiète de 0.38 mètre de trop dans la marge avant, contrevenant à l'article 6.1 du règlement de zonage #2006-109
- ▶ La maison empiète de 0.73 mètre de trop dans la marge avant, contrevenant à l'article 5.7 du règlement de zonage #2006-109
- ▶ La remise empiète de 0.27 mètre dans la marge latérale, contrevenant à l'article 7.7 du règlement de zonage #2006-109

Cette demande a été publiée conformément à la loi dans l'édition du journal municipal « Le Chef-Lieu » du mois de juillet-août 2017 ainsi qu'aux endroits habituels requis par la loi.

Les membres du comité consultatif d'urbanisme par la résolution numéro 2017-07-16 recommandent aux membres du conseil municipal d'accorder sous condition la demande de dérogation mineure numéro 7-2017 qui consiste à régulariser l'implantation du patio, de la maison et d'une remise sur la propriété afin que le propriétaire puisse procéder à la vente de cette même propriété.

Monsieur le maire demande aux personnes présentes à l'assemblée et qui sont intéressées au dossier s'ils désirent intervenir. Comme il n'y a aucune intervention contre le projet, il est proposé de continuer le processus d'adoption de la dérogation mineure.

CONSIDÉRANT le caractère mineur des dérogations;

CONSIDÉRANT que la maison fait face à un chemin privé;

CONSIDÉRANT que d'accepter la demande ne causerait pas préjudice au voisin;

CONSIDÉRANT que de refuser la demande causerait préjudice au requérant;

2017-08-185

Il est proposé par la conseillère Lise Couture
Appuyé par le conseiller Robert Vallée
Et résolu unanimement :

D'ACCORDER la demande de dérogation mineure numéro 7-2017 qui consiste à régulariser l'implantation de constructions existantes sur une propriété à condition que la fenêtre de la remise, donnant sur la ligne latérale, soit condamnée et que cette intervention soit faite avec un souci d'esthétique.

9.6- Lot 3 732 583 - Position du conseil municipal en ce qui concerne la demande d'autorisation à la CPTAQ

CONSIDÉRANT que la demanderesse, Madame Lucie Brouillard, est propriétaire et gestionnaire du lot 3 732 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Richelieu, d'une superficie totale approximative de 1 239 m²;

CONSIDÉRANT que l'utilisation du lot 3 732 583 est résidentielle depuis la construction de la maison en 1965;

CONSIDÉRANT que la demanderesse désire obtenir un permis pour démolir la maison sur le lot 3 732 583 sans, pour autant, être tenue de reconstruire à l'intérieur du délai d'un an accordé par la CPTAQ pour assurer la conservation des droits acquis;

CONSIDÉRANT que la Ville tient à maximiser l'utilisation de ses services existants et de limiter la perte d'utilisateurs;

CONSIDÉRANT que d'accepter la demande occasionnerait une diminution de l'évaluation foncière et une diminution des revenus de location;

CONSIDÉRANT que la Ville tient à maintenir les conditions socio-économiques nécessaires à la viabilité de sa collectivité, malgré la faible densité d'occupation de son territoire;

EN CONSÉQUENCE,

2017-08-186

Il est proposé par la conseillère Lise Couture
Appuyé par la conseillère Sophie Poirier
Et résolu unanimement :

QUE le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution.

QUE la Ville n'appuie pas la demande et recommande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) de ne pas autoriser l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, soit à des fins résidentielles, le lot 3 732 583 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Richelieu, d'une superficie totale approximative de 1 239 m², le tout tel que localisé sur les plans accompagnant la demande. La Ville recommande également que soit respecté le délai maximal d'un an avant l'extinction des droits acquis, en vertu de l'article 102 de la LPTAA.

10- LOISIRS ET CULTURE

10.1- Tournoi de balle-molle amicale - Autorisation

CONSIDÉRANT qu'une demande a été faite pour l'organisation de retrouvailles d'une équipe Saint-Oursoise de 1990;

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Ours, suite à cette demande, organisera une journée de balle-molle amicale pour tous;

CONSIDÉRANT que d'autres organismes pourront se greffer à cette journée pour l'organisation de cette activité;

2017-08-187

Il est proposé par la conseillère Lise Couture
Appuyé par le conseiller Réjean Dupré
Et résolu unanimement :

D'AUTORISER la Ville de Saint-Ours à organiser cette journée de balle-molle qui a été déterminée le 9 septembre prochain et en cas de pluie, l'activité sera remise au lendemain.

D'AUTORISER le directeur général/secrétaire-trésorier, Monsieur Pierre Dion, à présenter une demande de permis d'alcool à la Régie des alcools, des courses et des jeux pour cette activité qui se veut à caractère familial.

11- AUTRES DOSSIERS

12- CORRESPONDANCE

12.1- Résolution numéro 17-07-254 de la MRC des Maskoutains autorisant la Ville de Saint-Ours à utiliser certaines fréquences de la MRC des Maskoutains lors d'appels d'assistance en désincarcération faisant référence à la résolution numéro 2017-03-58 adoptée le 6 mars 2017 à la Ville de Saint-Ours

- 12.2- Appui à la solidarité municipale / Demande de soutien financier pour la campagne Solidarité Ristigouche
- 12.3- Lettre reçue de la CPTAQ en ce qui concerne la décision rendue dans le dossier de Gestion C.H. Lévesque Inc.
- 12.4- Spectacle de Réal Béland au Centre paroissial Léo-Cloutier le 31 août 2017 à 19 h 30 - Invitation à la population
- 12.5- Lancement du livre de Saint-Ours le 8 octobre 2017 au Centre paroissial Léo-Cloutier dans le cadre d'un brunch - D'autres informations à venir
- 12.6- Lettre enregistrée adressée aux membres du conseil concernant le terrain de balle et sa sécurité

13- PÉRIODE DE QUESTIONS

- ▶ Question d'un citoyen à savoir si le Conseil éventuellement ont l'intention de faire l'acquisition d'une borne électrique pour les citoyens

14- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

À 20 h 09,

2017-08-188

Il est proposé par la conseillère Sophie Poirier
Appuyé par le conseiller Réjean Dupré
Et résolu unanimement :

QUE la séance soit levée.

Sylvain Dupuis
Maire

Karyne Tremblay
Assistante secrétaire trésorière

Certificat de disponibilité de crédit

Je certifie, par les présentes, de la disponibilité des fonds pour l'ensemble des engagements au procès-verbal du 14 août 2017.

Karyne Tremblay
Assistante secrétaire trésorière